



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Actes des Assises de l'Agriculture et de l'Alimentation - 19 janvier 2017 - Saint Denis

Sommaire

Introduction de la journée - Pourquoi cette campagne	1
Synthèse de la campagne Agriculture et Alimentation.....	2
Présentation du processus de la campagne alimentation : ateliers de concertation.....	2
Présentation de la campagne :	4
Présentation des doléances.....	5
Deux doléances principales :.....	5
6 doléances pour transformer le monde agricole.....	6
3 doléances pour transformer l'expression démocratique sur l'agriculture et l'alimentation :.....	7
2 dernières doléances pour réaffirmer fondements de la solidarité et des droits de notre société..	8
Point de vue des chercheurs sur nos propositions.....	9
Intervention de chercheurs.....	9
Échanges avec la salle.....	14
Conclusion des échanges : Quelles suites pour faire vivre ces propositions ?.....	16
Floran Sebban - Miramap.....	16
Echanges avec la salle.....	18
Laurent Pinatel - Conf' :	18

Introduction de la journée - Pourquoi cette campagne

- **Pour la Conf'** : Mathieu Dalmais. L'alimentation a été un thème peu abordé jusque-là, mais qui est apparu plus important avec l'industrialisation de l'agriculture, car repenser l'alimentation c'est aussi remettre en cause l'industrialisation de l'agriculture et c'est redonner un sens au métier de paysan (voir les constats repris dans les doléances). Malheureusement la demande pour des produits de qualité est restreinte, avec des choix contraints économiquement pour les consommateurs : pour trouver à la développer, il faut penser démocratie alimentaire, il faut penser la transformation du monde agricole et alimentaire pour mettre fin à la dualité des systèmes en place aujourd'hui.
L'actualité sur ces questions est importante, avec la loi d'avenir qui relie agriculture et alimentation, avec les projets alimentaires territoriaux qui se montent. La Conf' a la volonté d'être présente sur ces dynamiques ! Ces Assises s'inscrivent également à la suite des Rencontres Nationales des Agricultures, organisées en octobre 2016 à Tours sur le thème de l'alimentation.
- **Pour le CIWF** : Agathe Gignoux. « Le CIWF a été créé dans les années 60 par un éleveur laitier s'inquiétant de l'industrialisation de l'élevage. Notre mission vise à améliorer les conditions d'élevage, mais aussi de transport et d'abattage, pour améliorer le bien-être animal. Nos modes

d'action varient : travail de recherche et d'éducation, partenariats, accompagnement d'entreprises agroalimentaires dans la prise en compte du bien-être animal, etc.

Cette campagne est pertinente parce qu'elle s'adresse à l'autre bout de la chaîne, aux citoyen.nes qui ont une attente forte vis-à-vis du bien-être animal. Les consommateurs nous disent qu'ils voudraient consommer mieux, choisir de la viande ou des produits laitiers issus de bonnes conditions d'élevage. Relier les demandes de consommateurs aux modes de production est essentiel. Qu'un syndicat agricole décide de faire une campagne sur l'alimentation et sollicite différentes organisations pour y contribuer relève d'une démarche très positive. C'est très rare qu'un syndicat de producteurs le fasse de façon aussi inclusive et porte des messages qui soient aussi forts. [...] Le modèle agricole défendu par la Confédération paysanne correspond à un potentiel de bien-être animal important. Et cela nous permet d'être d'accord sur le postulat de base.

Recueillis par Sophie Chapelle, tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017. »

- **Pour les Amis de la Conf** : Michel Besson. Les Amis de la Conf' soutiennent la Conf' depuis sa création. Par cette campagne, c'est la première fois qu'une organisation syndicale agricole interpelle les citoyens. Nous sommes tous des travailleurs, tous confrontés à l'exploitation, à la paupérisation, et à l'impasse de la question démocratique... Citoyens, Amis de la Conf', nous nous demandons quand et comment nous pourrions décider de notre alimentation et des politiques qui s'y rattachent. L'alimentation et l'agriculture nous concernent toutes et tous, y compris la PAC qui peut prendre une réorientation différente si nous soutenons la Conf' et que nous nous unissons.

Synthèse de la campagne Agriculture et Alimentation

Présentation du processus de la campagne alimentation : ateliers de concertation

Violette Auberger - Amis de la Conf'

Présentation de l'atelier de concertation de Feurs (42), le 19 novembre 2016 : organisation de plusieurs petits ateliers dans la Loire, par les Amis de la Conf' et la Conf'. Ces ateliers ont eu lieu dans des centres sociaux, en lien avec le festival Alimenterre, et en partenariat avec Attac, le CDAFAL (association familiale laïque), etc. Un travail en amont avec les Amis de la Conf' national a été fait pour préparer l'atelier, qui a commencé par la projection du film « manger c'est pas sorcier ». Il y a eu ensuite une intervention de Laurent Pinatel sur les politiques agricoles. L'atelier s'est ensuite divisé en groupes, une dizaine de questions par groupe avec un système de post-it pour que chacun puisse s'exprimer. Exemples de questions : qu'est-ce qu'une alimentation de qualité, savez-vous ce qu'est un système de subvention, etc. Le lien tissé avec les associations participantes est très précieux. De façon plus générale, le gros point positif de ces ateliers (Lyon X2, Bagnolet, Feurs), c'est qu'ils étaient différents, complémentaires... et avec de très bon retour des participants.

« Dans le Rhône et la Loire, mobilisé-es pour des territoires vivants :

[...]

Après une première rencontre pour définir les contours des ateliers, quatre dates ont été retenues dans la Loire et le Rhône et le contact fut pris avec les associations partenaires : Attac, centres sociaux, Alternatiba, réseaux locaux d'Amaps, Secours populaire, épiceries sociales et solidaires... Restait à définir les lieux répartis sur les deux départements, chercher la meilleure communication possible afin d'attirer autour d'un animateur et d'une personne preneuse de notes une belle diversité de participantes et de participants.

Dans le Rhône, après une présentation de la Confédération paysanne par un petit film court mais très dynamique (*Sur la route*), la discussion pouvait commencer. Dans la Loire, nous nous sommes associés au festival de films documentaires Alimenterre (1). Avant la diffusion du film « Manger, c'est pas sorcier », Laurent Pinatel, porte-parole national de la Confédération paysanne, a fait un tour d'horizon des politiques agricoles actuelles avant le temps d'échanges sous forme d'ateliers (autour des labels, de l'étiquetage, du prix et des subventions, etc.).

Riches, diversifiées, motivées, les réflexions autour des douze questions préalablement choisies étaient inscrites sur des *post-it* et s'enrichissaient de commentaires. Pour poursuivre les discussions Un casse-croûte paysan permettait de poursuivre les discussions. Des liens se créent. On apprend à se connaître - étudiant.es, enseignant.es, ouvrier.es, employé.es, paysan.nes - toutes et tous rassemblés pour définir ensemble l'alimentation et l'agriculture de demain. Toutes et tous actrices et acteurs du futur avec la Confédération paysanne.

Violette Auberge (Amis de la Conf) et Christian Foilleret (Conf' du Rhône), tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017. »

Jean François Perigné – mytilculteur sur île d'Oléron Conf'

Atelier de concertation organisé par la Conf', avec les mêmes partenaires que lors de la campagne contre l'implantation d'un Mc Do sur l'île d'Oléron en 2014 :

- « lode développement durable environnement Oléron » (Nicolas Hulot – amélioration de la qualité dans la restauration collective publique et privé avec, par exemple, le recyclage de l'huile de friture,
- une association de producteurs qui offre un panel de produits entre terre et mer (problème produits locaux, grand écart été et hiver – pas facile de faire sortir une image de terroir. Ils travaillent vers les élus et les restaurants locaux, par exemple avec des sets de table qui énumèrent les produits et la charte),
- et le Gedar (groupe étude développement agricole et rural).

Ont été invités à cet atelier : le maire engagé contre le Mc Do sur l'île d'Oléron, les maires favorables à l'agriculture bio et locale sur l'île, le responsable de la communauté centrale de Rochefort Océan.

2h de débats ont eu lieu, suivies d'un moment convivial. Du fait des intervenants, le débat a été orienté sur restauration collective. Pour le maire de la commune engagée contre le Mc Do, pour encourager le développement local, il y a des leviers à utiliser : les impôts locaux + la dotation de fonctionnement donnée par l'état. Cette dotation devrait avoir une part variable selon ses bonnes pratiques, ce serait un vrai levier pour faire avancer les choses. L'approvisionnement local des cantines est très liée à la volonté politique des élus : mais si le paysan reste, l'élus passe, c'est un frein. Lors de la mise en place, ils avaient peur que l'offre ne soit pas existante, mais elle est là, et le prix proposé est rémunérateur.

A Oléron, il existe deux groupements d'achat gérés par les citoyens. Participer à un groupement achat implique une autre gestion du budget alimentaire : on achète en gros, donc moins souvent et en grande quantité. C'est un frein pour les personnes qui ont peu de pouvoir achat et qui vont devoir sortir beaucoup d'argent en une seule fois.

« En Charente-Maritime, la restauration collective au cœur des débats :

Améliorer les pratiques alimentaires implique la mobilisation de tous les acteurs de la filière. La Confédération paysanne de Charente-Maritime s'est employée à réunir une partie d'entre eux lors d'un atelier de concertation.

Une cinquantaine de personnes s'est retrouvée le 13 décembre dernier au Château d'Oléron pour un atelier de concertation, à l'initiative de la Confédération paysanne de Charente-Maritime. La rencontre s'est construite en partenariat avec le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Marennes-Oléron qui travaille avec les acteurs territoriaux pour mettre en œuvre une politique d'alimentation responsable. Le groupement de producteurs locaux MOPS (Marennes Oléron Produits Saveurs) et le Gedar 17 (groupe d'étude et de développement agricole et rural) ont aussi été associés. « *Nous avons déjà mené une action commune sur le thème de l'alimentation en 2014*, précise Jean-François Périgné, mytiliculteur adhérent de la Confédération paysanne. *A l'époque, un Mac Do toquait à la porte de l'île d'Oléron. On a gagné ensemble la lutte contre l'implantation de ce fast food. On retrouve les mêmes partenaires pour la campagne Agriculture et Alimentation* » que lors de cette action. »

La présence à la tribune du directeur de la cuisine centrale de Rochefort Océan – 300 000 couverts par an, soit environ 1900 par jour – a contribué à ce que les débats portent beaucoup sur la restauration collective. Alors qu'une réflexion sur le début d'un approvisionnement en local est en cours dans cette cuisine centrale, le maire de Dolus-d'Oléron (3200 habitants) a mis l'accent sur sa volonté politique d'augmenter progressivement la part du bio dans les cantines de sa commune (20 % de bio en 2014, 30 % en 2015, 50 % en 2016). Pour sensibiliser les habitantes et les habitants sur ce sujet et créer du lien social, la mairie organise - entre autres - des ateliers cuisine ouverts au public en présence de producteurs.

« *Les personnes présentes au débat se sont montrées particulièrement intéressées par la législation des appels d'offre*, relève Jean-François Périgné. *C'était bien de faire confronter un maraîcher et le directeur d'une cuisine centrale car il n'est pas facile de faire coïncider le volume demandé avec l'offre.*»

Plusieurs propositions ont émergé durant les débats, comme celle d'indiquer le vrai prix des produits en fonction des externalités positives ou négatives, ou de faire travailler en binôme le personnel des cuisines avec les technicien.nes et élu.es. « *Il a aussi été proposé qu'une part de la dotation globale de fonctionnement soit subordonnée à une politique communale dans laquelle l'aménagement du territoire implique une faible empreinte carbone* », observe Jean-François Périgné. Une façon d'inciter les communes à se tourner vers l'approvisionnement en circuits courts ou à constituer des réserves foncières pour l'installation de paysan.nes. « *Il s'agit aussi de revenir aux fondamentaux, à savoir la saisonnalité, la pédagogie et la valeur nutritionnelle des aliments* », résume le mytiliculteur. Les préoccupations relatives à la qualité de l'eau ont également été discutées.

Dans la salle, plusieurs paysan.nes ont témoigné de la manière dont la vente directe et le contact avec le consommateur les avaient fait progresser dans la qualité de leur travail. « *Cela montre bien que les choix de consommation vont orienter les productions agricoles de demain*, commente Jean-François Périgné. *Cette campagne sur l'agriculture et l'alimentation est une bonne porte d'entrée pour faire venir beaucoup de gens.* » S'il reconnaît une difficulté à toucher un public pas ou peu sensibilisé, il compte bien poursuivre avec la Confédération paysanne du département un cycle de projections-débats remettant au centre des intérêts et des préoccupations la question alimentaire.

Sophie Chapelle, tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017. »

Présentation de la campagne :

« Les ateliers de concertation : une démarche de dialogue sur l'alimentation

Plus de mille personnes ont participé aux ateliers de concertation qui ont eu lieu partout en France à l'initiative de la Confédération Paysanne et de ses partenaires. Ces ateliers se sont déroulés en milieu rural (Alpes du Sud, Cantal, Alsace...) et urbain (banlieues parisienne et lyonnaise, Marseille...). Ces échanges entre les paysan.nes et les habitant.es de ces territoires ont permis d'aborder plusieurs thèmes comme la place des circuits longs et courts dans l'approvisionnement de la population, le manque de consultation des citoyen.nes sur les politiques agricoles et alimentaires ou la nécessité d'une transition agricole et alimentaire.

La question du juste prix, la volonté de consommer équitable et les limites de l'approvisionnement local ont été discutées. Parfois des initiatives plus originales et insolites ont été mises en avant, comme des expériences d'agriculture urbaine, de jardinage collectif ou des fournitures de produits locaux en transports en commun pour réduire l'empreinte carbone du circuit de distribution... A chaque fois les participant.es ont été séduit.es par les échanges et n'ont regretté que le manque de temps !

La forte implication des partenaires de la campagne est à souligner, que ce soit pour la mise en place des ateliers, l'animation ou le travail sur la synthèse des propositions. Celles-ci ont été présentées au moment des assises de l'alimentation qui se sont tenues à Saint-Denis, près de Paris, le 19 janvier.

Mathieu Dalmais et Maxime Bergonso, animateurs de la campagne « Agriculture et Alimentation », tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017. »

Présentation des doléances

Deux doléances principales :

Présentation faite par Mikel Hiribarren (Conf') et Francine Narval (Amis de la Conf') :

- 1) Mettre fin à la dualité des modèles agricole et alimentaire.
- 2) Avancer vers la souveraineté alimentaire afin d'articuler les politiques agricoles et les politiques alimentaires pour assurer une alimentation de qualité accessible à tous et toutes !

Échange :

- Public : qu'est-ce que « citoyen-consommateur » ?
→ Pour préciser le fait que les consommateurs sont aussi des citoyens.
- Public : quelle différence entre l'agriculture paysanne et l'agriculture conventionnelle ? Avez-vous des chiffres, des tendances ?
→ L'agriculture paysanne est une démarche, ouverte et proposée à tous, il est donc impossible de donner des chiffres. Il faut militer pour des politiques publiques d'accompagnement vers l'agriculture paysanne.
- Public : dualité des modèles agricoles : y mettre fin d'accord, mais dans quels délais ?
→ Le plus tôt sera le mieux pour mettre fin à cette dualité ! La réalité des politiques publiques va plutôt dans le sens du renforcement de la dualité. Il va falloir combattre ensemble pour que dès 2020 la PAC aille dans le sens de réduire et peut être faire disparaître la dualité. Il y a un besoin d'avancer ensemble avec les citoyens pour aller dans ce sens.
- Public - Conf' : proposition en lien avec la PAC et les Accords de libre-échange. Il y a deux jours, une proposition a été faite au CNA de créer deux groupes de travail : PAC et régulation du commerce. Le

président a botté en touche en disant que cela faisait trop de travail et que ces sujets doivent être intégrés dans les autres groupes de travail. Il faut continuer à travailler sur ces sujets pour une vraie régulation.

6 doléances pour transformer le monde agricole

Présentation faite par Mikel Hiribarren (Conf'), Michel Buisson (Attac), Gerard Leras (Agter), Agathe Ginoux (CIWF), Jean-Claude Balbot (Civam)

- 3) Combattre les principes du libre-échange, notamment pour les produits agricoles et alimentaires, afin de mettre un terme aux dumpings écologiques et sociaux à l'œuvre.
- 4) Maîtriser et répartir les volumes de production pour réguler les marchés agricole et alimentaire.
- 5) Mettre en œuvre des contrats de transition vers une agriculture paysanne, une alimentation de qualité et une relocalisation de la production et de la distribution.
- 6) Faciliter l'accès au foncier et l'installation pour les porteurs de projets agricoles tournés vers la production d'alimentation de qualité.
- 7) Améliorer le bien-être animal et organiser la transition alimentaire vers des régimes moins carnés : mangeons mieux !
- 8) Développer la structuration logistique pour les circuits alimentaires locaux : une restauration collective publique et privée de qualité, une aide alimentaire de qualité sont des leviers forts de transition.

Échange :

- Public : doléance sur le foncier. Quand un élu est opposé à l'agriculture dans la collectivité, c'est difficile d'avancer. On a aujourd'hui la possibilité de mutualiser nos expériences, nos interventions (blocage pendant 6 ans par un maire – par ex triangle Gonesse). La création de Sica, montage financier et juridique durable, est une garantie de durée dans ces contractualisations.

- Public : comment lutter contre la mainmise de la FNSEA sur les Safer ? Pour les jeunes qui veulent s'installer, il est très compliqué de trouver des petites structures, un lopin pour s'engager dans le métier. Le projet d'une autre agriculture interroge les consciences citoyenne et paysanne. C'est un appel à se repolitiser, se remobiliser. Il y a des territoires où les Safer ont été reprises en main par des militants contre le modèle actuel.

→ Les collectivités peuvent acheter du foncier et installer. C'est le cas en Rhône Alpes par exemple. A partir du 1^{er} juillet une autre administration safer va se mettre en place, il y a un espoir que cela contrebalance le monopole des safer.

- Public - Terre de Liens: le foncier est un travail de longue haleine. La clef, ce sont les citoyens qui se mobilisent et mettent la pression.

- Public : Qu'est que l'on entend par contrats de transition, quelle différence par rapport aux MAEC ?

→ Le modèle de contrats existant seraient à renforcer, à généraliser, il faut lui donner plus de moyens.

3 doléances pour transformer l'expression démocratique sur l'agriculture et l'alimentation :

Présentation faite par Magali Jacques (Miramap), Sarah Holmes (MRJC), Agathe Gignoux (CIWF)

- 9) Ouvrir aux organisations citoyennes les lieux de décisions sur les politiques agricoles et alimentaires.
- 10) Mettre en place des politiques d'éducation à l'alimentation et à l'agriculture pour limiter l'impact de la publicité sur la consommation.
- 11) Améliorer l'information à destination des consommateurs.

Échange :

- Public : pour penser l'expression démocratique, peut-on envisager, à l'image du tribunal contre les crimes de guerre, un tribunal contre les crimes environnementaux et alimentaires ?
- Public : complicité marketing et pouvoir public. 18 sociétés médicales françaises ont demandé à la Ministre de la santé (à l'époque Roseline Bachelot) d'arrêter la publicité alimentaire dans les heures de grande écoute des enfants ; les lobbys ont permis d'empêcher cela, et ces pubs vont à l'encontre des recommandations alimentaires.
- Public : débat sur le droit alimentaire porté aux nations unies. Le droit à l'alimentation existe depuis 1988 et a été porté très fort par deux rapporteurs, Jean Ziegler et Olivier Deshutter, mais il reste sous utilisé. FAO 2011 – Climate Smart Agriculture : la société civile et La Via Campesina sont représentées dans les débats alimentaires. Olivier Deshutter y a soulevé le problème de la qualité alimentaire. La bataille pour l'accès à l'alimentation et la qualité est transversale, il faut l'ouvrir à un ensemble d'organisations et créer une force sociale plus large.
- Public : attention à la terminologie « déterminisme culturel », formule ambiguë qui peut être mal prise (culpabilisation). Les classes populaires ne mangent pas moins bien, c'est un problème de porte-monnaie. Pourquoi ne pas avoir des revendications plus sexy que d'aller dans les interprofessions – pourquoi ne pas se donner un conseil de l'alimentation comme au Pays-Bas où il y a un conseil de l'eau, ce qui permet de créer du débat public et une simplification de la revendication ?¹
- Il y a effectivement un enjeu à créer de nouveaux lieux à l'image de différents pays d'Europe, par exemple Inpact aimerait des forums sur les territoires ; attention à s'investir quand ces endroits existent déjà, ce serait trop simple et surtout utopique de tout balayer.
- Public : attention l'explication ne suffit pas à convaincre (ex sur paquet cigarette : explication claire). Il faut de l'éducation à la citoyenneté.

1 Il existe bel et bien un conseil français de l'alimentation, qui plus est représentatif et inscrit dans la loi depuis 2014. Avant 2014 il était peu écouté, et l'on peut espérer que son investiture officielle à l'assemblée nationale comme parlement de l'alimentation début 2017 va améliorer les choses. Il va falloir veiller de près à ce que les recommandations du CNA soient bien prises en compte par les politiques dans les mois à venir... Enfin, des organisations notamment de la société civile qui ont un lien avec l'alimentation peuvent demander à entrer comme membre du CNA (par exemple, France Nature Environnement vient d'entrer).

2 dernières doléances pour réaffirmer fondements de la solidarité et des droits de notre société.

Présentation faite par Mikel Hiribarren (Conf') et Jean-Claude Balbot (Civam)

12) Assurer un droit au revenu aux paysans

13) Transformer les moyens permettant à tous d'avoir accès à une alimentation de qualité

Échange :

- Public - Conf' : les gens ne connaissent rien à la PAC et la nouvelle loi territoriale va encore mettre plus d'écart entre paysans et décideurs.

- Public – Caritas France : la 13^è doléance est très intéressante et fait le lien avec le droit à l'alimentation. Le secours catholique et Caritas France réfléchissent à comment aller au-delà de l'aide alimentaire pour aller vers un accès digne pour tous : par exemple avec des épiceries solidaires avec produits locaux. Les personnes pauvres ne souhaitent pas avoir une alimentation gratuite mais payer un peu pour la symbolique. Et félicitations pour le travail accompli !

→ Réponse JC Balbot : penser la gratuité de l'alimentation permet de sortir du don, qui souvent rabaisse le bénéficiaire. La gratuité ce n'est pas donner, c'est un choix. Notre modèle de production appauvrit les paysans et certains n'ont pas de revenu, face à cela on est piégé par un système de don. La méfiance s'installe quand on voit les paysans s'appauvrir et le désarroi des personnes qui donnent et reçoivent.

- Public - Snetap FSU (enseignement public) : il manque la question de la formation professionnelle : pas de transition sans transformer les formations initiale et continue ! Les outils existent et il faut s'intéresser à comment on les oriente pour les agriculteurs, comment on permet aux agriculteurs d'avoir accès à la formation continue.

- Public - FNAB : convergence entre ce que la Fnab porte et les doléances. L'objectif 6 parle de transformer le modèle agricole : pourquoi ne dit pas transition vers une agriculture paysanne bio ?

→ Réponse Mikel Hiribarren : ce n'est pas incohérent. Le choix est fait de plutôt porter une agriculture locale, sur les territoires, avec une sortie de toutes les béquilles qui ont fait que l'agriculture est partie vers la production de volumes. Nous sommes dans une étape de notre évolution. Oui l'objectif est d'aller vers une agriculture bio et paysanne, nous voulons nous adresser à tous les paysans sans issues et qui ont du mal à entendre bio et paysanne.

- Public : l'aide alimentaire est une filière et un choix politique. Entretenir la pauvreté et préserver les riches est un choix fait et entretenu, c'est un élément de guerre. Votre campagne est un programme de paix et je vous félicite.

- Public : les évolutions ont poussé à réchauffer des sachets sous vide et non plus à transformer des matières premières. La formation des chefs est un point important.

- Public - association contre le triangle de Gonesse : le débat public sur cette lutte est un tournant pour l'IDF. Des élus du Val d'Oise pour Europa City et de Seine Saint Denis sont positionnés contre. On est passé à un débat régional suite au débat public. Ils ont répondu à l'appel à projet avec biocoop, terre de liens, etc., c'est une bonne application de toutes les doléances qui sont ici. On a la force de se développer pour avancer. La ville de Paris est propriétaire de dizaine d'Ha près de Gonesse, qui pourraient produire de l'alimentation pour les cantines – il ne faut pas seulement produire des légumes sur les toits ! Il y a aura un événement au printemps sur le triangle de Gonesse.

- Public : objectif des multinationales : éradiquer l'agriculture locale. L'aide alimentaire éradique cette agriculture locale.

→ Nous ne voulons plus d'exportation de produits agricoles subventionnés qui tuent les agricultures des pays tiers.

Mikel Hiribarren : Ces doléances vont être portées aux candidats des élections présidentielles et législatives. Les élus locaux sont loin des problèmes agricoles, les élus nationaux aussi. Il n'y a aucune visibilité sur les politiques agricoles dans la société actuelle et très peu de visibilité sur les politiques alimentaires.

Point de vue des chercheurs sur nos propositions

Intervention des chercheurs

Denis Lairon – INSERM, nutritionniste

Nous sommes la 400^e génération qui connaît l'agriculture, et son but : nourrir les Hommes. Depuis deux générations un système industriel et financier s'est mis en place, dont le but n'est plus de nourrir paysans et citoyens, ni de protéger la planète. On fait face à une situation d'insécurité alimentaire majeure : 1 milliard d'habitants sur la planète souffrent de maladies liées à des problèmes de nutrition... Et des enjeux environnementaux colossaux.

Nouvelle **définition de l'alimentation durable** au niveau FAO en 2010, autour de 4 piliers – économie, environnement, socio-culturel et nutrition-santé :

“ Les alimentations durables sont les systèmes alimentaires à faibles impacts environnementaux, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations présentes et futures.

Les alimentations durables sont protectrices et respectueuses de la biodiversité et des écosystèmes, sont acceptables culturellement, accessibles, économiquement équitables et abordables.

Elles sont nutritionnellement correctes, sûres et saines, tout en optimisant les ressources naturelles et humaines. ”

C'est un mot clé qui amène un changement radical car il aborde la notion de système alimentaire. Il y a beaucoup de choses qui dépassent l'alimentation et on parle donc de système alimentaire durable.

L'agriculture est partie intégrante de cette définition. Il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire pour tous sans compromettre celle des générations futures. On ne peut plus parler de nutrition et alimentation sans se poser la question du climat et des générations futures

Suite à cette définition, en 2015 la FAO a décidé de lancer une étude sur les activités alimentaires durable. Au niveau local, oui aux systèmes alimentaires territorialisés durables pour avoir une sécurité alimentaire durable.

Exemple français – scénario afterre 2050 – solagro Toulouse :

Constats : l'alimentation française est très déséquilibrée (trop de lipides et de protéines animale, trop de glucides, trop de sel) – pas assez de fruits, de légumes et de féculents. Apports insuffisants en magnésium, vitamines, fibres, etc.

Plus de la moitié des Français sont soit en surpoids, soit obèses. On constate également une augmentation massive de cancers, diabètes, maladies neuro-dégénérative. La situation est préoccupante. Presque la moitié des aliments sont contaminés par les pesticides.

Analyse de résidus de pesticides chez des individus : tous possèdent plus de 22 pesticides de trois familles différentes. Or les relations entre pesticides et certaines pathologies sont avérées, en particulier chez les agriculteurs (trouble de la fertilité, leucémies, cancers, etc.).

Lait et dérivés, viande et dérivés représentent une part très (trop) importante dans la consommation des français. Pour 1 kg de viande ou de lait, il faut beaucoup de végétaux. L'élevage concourt à un gaspillage énorme de végétal. Il faut aller vers une alimentation plus végétale.

Il est également nécessaire de faire évoluer les modes de production : utiliser plus les écosystèmes et les potentiels des sols, passer de l'agriculture industrielle à des systèmes d'agroécologie (scenario 2050 : 50 % AB et 50 % agriculture intégrée avec 5 % agroforesterie + cultures associées).

La nouvelle version du scénario Afterre 2050 diminue par deux ou trois la consommation d'énergie, d'eau, d'azote minéral, de produits phytosanitaires, etc.

Et les consommateurs dans tout ça ?

L'étude nutrinet, sur les relations entre mode de vie, nutrition et santé, a permis un travail spécifique sur les consommateurs bio. Conclusion : ces consommateurs ont un niveau d'éducation plus élevé, des revenus plus élevés, une motivation très importante à protéger l'environnement et leur santé, de meilleurs profils alimentaires (moins viande, plus fruits et légumes, plus de céréales complètes, etc.). Ils sont plus proches des recommandations nutritionnelles citées et ont une probabilité d'être obèse diminuée de moitié par rapport au reste de la population. Ce scénario montre que ce système est bénéfique et va dans la bonne direction.

Si on veut réduire les GES, on peut le faire en modifiant l'alimentation, notamment par la baisse de la consommation de produits animaux. La France s'est engagée à réduire par 4 les GES, il faut pour cela changer de système de production et de consommation.

Hippocrate, il y a 2400 ans : « Que ton alimentation soit ta première médecine ! »

Dominique Paturel – INRA, sociologue

Ces doléances sont une avancée importante, particulièrement la 13^e dans la prise en compte de la pauvreté et de l'importance du dialogue avec les populations touchées.

Je travaille dans un collectif de recherche à l'Inra sur la démocratie alimentaire. Pourquoi « démocratie », ce mot qui revient de façon forte ? Car il y a un problème aujourd'hui selon comment les gens reprennent la main sur cette notion de l'alimentation.

En 2010 en France, c'est une population de 4,8 millions de personnes qui accède à l'alimentation par le biais de l'aide alimentaire. Avec la loi de modernisation agricole, cette aide alimentaire revient dans l'agriculture, on peut se demander pourquoi.

Il y a un matraquage de la croix rouge, du secours pop et d'autres pour faire prendre conscience que l'aide alimentaire est dans le collimateur de certains pays, dont Allemagne, qui portent plainte contre l'aide alimentaire nichée dans la PAC. En 1985, Coluche propose que les surplus alimentaire soient

donnés à l'aide alimentaire. Mais l'aide alimentaire a une histoire plus longue, elle apparaît aux USA pendant la 2^e guerre mondiale : c'est une filière capable d'absorber les surplus de production.

2010 : campagne assez forte des opérateurs alimentaires qui alertent sur la fin de l'aide alimentaire alors que le nombre de nécessitants ne cesse d'augmenter.

2011 : la cours européenne sort l'aide alimentaire de la PAC – ces subventions à destination sociale nichée dans la PAC sont considérées comme une entrave au commerce. Cette histoire d'aide alimentaire est une façon de ne pas donner de sous aux pauvres pour détourner de l'argent social vers l'agriculture. Ce financement existe aujourd'hui à l'identique dans la politique sociale européenne.

Cette aide alimentaire est un échec, celui de penser que ce système de production est en capacité de nourrir tout le monde.

Depuis 2008, je travaille avec un collectif de personnes en situation de précarité et avec des travailleurs sociaux. Ils ont mis en place depuis 2010 toute une série d'expérimentations : soutenir les circuits courts, soutenir les agriculteurs en difficulté, les personnes en situation de précarité, l'agriculture bio, etc. Ils ont essayé beaucoup de choses mais sur le changement des pratiques alimentaire des personnes en précarité, ce n'est pas si simple : ce n'est pas parce que l'on fait circuler des produits de qualité que l'on change les pratiques et habitudes de ces publics.

Quand on écoute les personnes des centres d'urgence, une alimentation variée, de qualité signifie pour eux trois repas par jour avec entrée, plat principal et dessert. Ils veulent des pâtisseries, de la viande et manger ensemble. C'est plus la convivialité du repas que la qualité des produits qui importe.

Cette question de l'alimentation ne peut être éloignée des pratiques alimentaires. Il n'y a pas de scission : les pauvres ne mangent pas sur des modèles alimentaires complètement différents du reste de la population.

Alimentation gratuite : il s'agit de mettre en place un système de cotisation pour permettre à tout le monde d'avoir accès à une alimentation de qualité, sur le principe de l'accès aux soins par la sécurité sociale. C'est très différent du principe du don ou d'un assistanat généralisé.

Réfléchir à un droit à une alimentation durable

La durabilité pose la question des systèmes de production : comment on réfléchit les formes démocratiques pour réfléchir à ces modes de production ? Rien n'existe sur les territoires pour organiser cette réflexion, on voit des mécanismes de sélection pour parler en public dans les espaces « démocratiques » : hommes (et non les femmes), personnes de la rue peu représentées, etc. On ne peut pas poser la notion de démocratie alimentaire sans parler de transversalité dans l'approche – c'est plus compliqué qu'on ne pourrait le penser. Ils ont dû travailler d'autres formes de représentation : comment on les fait, on les construit car le seul modèle proposé est une démocratie représentative.

Attention : le droit à l'alimentation durable est différent du droit à être nourri, qui existe.

Le droit à l'alimentation est un droit de l'Homme qui n'est pas appliqué partout.

En France, le droit à la protection sociale est plus important que le droit à l'alimentation. Important de remettre le droit à l'alimentation durable en avant, c'est un nouveau droit à travailler ensemble pour de nouvelles formes de citoyenneté.

François Collart Dutilleul

Bravo pour les doléances – je les signerai s'il fallait les signer !

Le premier bénéfice de ces doléances est de relier nourriture (et non alimentation) et agriculture car l'objectif de l'agriculture est de nous nourrir. Dans ces treize doléances, il faut donner la même place à la nature – et donc réfléchir à comment on peut organiser les 3 piliers : agriculture, nourriture, nature.

De quoi avons-nous besoin ? Nous avons besoin de nous nourrir et que les générations suivantes puissent se nourrir. Pour cela nous avons besoin d'une nature qui puisse nous nourrir et nourrir les générations futures. Nous avons donc besoin d'une agriculture qui respecte la nature.

Je travaille sur le concept d'« **exception agricole** » aux traités de libre-échange. Il faut être convaincu aujourd'hui que si la santé, l'éducation, le logement, la culture dépendaient de la loi de l'offre et de la demande, ce serait catastrophique (pas de logements sociaux, les cultures non dominantes disparaîtraient...). Pour l'alimentation il en est de même, nous avons besoin d'un service public de l'alimentation comme nous l'avons sur la santé, l'éducation. Cela permet de s'écarter de la loi de l'offre et de la demande.

Le logement, la santé, l'éducation sont non délocalisables, alors que je peux manger chinois et américain tout en restant en France : c'est la faiblesse de l'alimentation, d'être un besoin fondamental délocalisable alors que les autres ne le sont pas.

Mettre en place un service public de l'alimentation suppose des politiques publiques orientées vers l'agriculture avec autant de force qu'on en a pour la santé publique.

L'OMC n'a pas à s'occuper d'agriculture et d'alimentation !

On a d'un côté l'ONU, avec le droit à l'environnement, le droit à l'alimentation. Il y a de l'autre côté l'OMC, la banque mondiale, les investissements internationaux, qui structurent l'agriculture. L'OMC ne s'occupe pas des droits de l'Homme, elle n'est pas là pour les faire respecter.

En droit, il y a des droits pleins et des droits vides. Exemples de droits pleins : droit de propriété sur la terre, sur ses lunettes, etc. Le droit à l'alimentation est un droit vide : notre travail est de le remplir avec des actes, des prérogatives. Pourquoi les droits de l'Homme ne sont pas efficaces alors que le droit de propriété l'est ? Parce qu'ils ne sont pas du même côté du monde.

Pour aller de la nature à l'agriculture en passant par la nourriture, nous avons besoin de l'agriculture paysanne. Elle n'exclut pas de passer au bio demain matin à 100 % - c'est un objectif –, elle n'exclut pas non plus d'avoir des magasins de producteurs, des lieux de vente différentes, etc. Réinventer l'agriculture paysanne c'est faire vivre les 13 doléances !

Comment aller vers cela ?

1) Labelliser. Attention aux différences entre les marques et les labels. Les labels ont une logique territoriale, agricole – par exemple les volailles de Bretagne, une Indication Géographique ; les marques ont une logique commerciale qui ne permet pas d'inscrire des avancées pour les producteurs, car privé – exemple des cochons de Bretagne. Les logiques agricole et commerciale ne sont pas les mêmes, on cherche aujourd'hui à tromper le consommateur.

2) Relocaliser. Il y a des applications étrangères de cette idée qui sont plus avancées que ce que nous faisons, par exemple en Ontario, où a été adoptée une loi sur les aliments locaux avec un certain type d'actions qui favorisent l'alimentation locale. En Californie, en 2013, une loi favorise la vente directe pour ne pas se contenter de pratiques individuelles. Toronto : première ville à avoir fait un conseil de

l'alimentation de la ville avec des citoyens, des agriculteurs, des industriels, etc. Ce conseil permet d'exprimer ce que veulent les citoyens comme alimentation, ce qui est ensuite traduit en politique de l'alimentation. Costa Rica : conseil interdisciplinaire de l'alimentation – tout le monde se retrouve, tous ensemble, pour décider de comment se nourrir.

3) Utiliser le levier de la restauration collective. Cela paraît intéressant de le faire pour la Conf' car cela permet de mettre en œuvre d'un seul coup les 13 doléances par la volonté politique qu'il convient. Il y a presque 4 milliards de repas par an, il est possible pour les collectivités d'acheter des terres, d'y installer de jeunes agriculteurs, d'employer des personnes en insertion professionnelle – de mettre en place des politiques sanitaire, alimentaires, éducative, professionnelle, agricole, etc.

4) Agir au niveau local. Pourquoi est-ce possible au niveau local et non à l'international ? Car au niveau local on a un territoire que l'on détermine avec une gouvernance (commune). Au niveau mondial il y a un territoire mais pas de gouvernance.

Quel territoire ? Tous les agriculteurs d'un bassin versant pourraient ne pas utiliser de pesticides, ça faciliterait une meilleure eau, donc moins d'argent public dépensé. Par exemple on peut raisonner au niveau d'un parc naturel régional.

Le local donne des solutions magnifiques, le local permet de réaliser les doléances dès maintenant et l'international peut être dans 100 ans.

« Pour un service public de l'Alimentation (via la restauration collective) »

Le juriste François Collart Dutilleul intervenait lors des Assises de l'Alimentation à une table ronde mettant en perspective les 13 « doléances » présentées et portées par la Confédération paysanne et ses partenaires (1).

Juriste, universitaire, François Collart Dutilleul axe ses activités de recherche sur cinq thèmes dans le cadre du programme Lascaux qu'il dirige (1) : l'accès des paysans à la terre et aux ressources naturelles, la diversité des agricultures et la préservation de la biodiversité, l'accès des producteurs aux marchés et aux moyens de commercialisation, l'accès de chaque personne à une alimentation suffisante et équilibrée, et l'accès des consommateurs à des aliments de qualité et choisis.

Devant les participantes et participants des Assises de l'Alimentation, il développe la notion de service public de l'Alimentation. « *Si la santé dépendait entièrement de la loi de l'offre et de la demande, ce serait une catastrophe !* », introduit-il son argumentaire. « *Idem pour l'éducation, ou la culture...* ». Nous avons ainsi un service public du logement, de la culture, de la santé, de l'école... « *Nous avons aussi besoin d'un service public de l'alimentation !* »

Et de distinguer les notions de service et de politiques publiques : contrairement à ces dernières, les services publics apportent le droit de déroger aux règles commerciales du libre-échange, l'OMC est tenue dans les traités de les respecter.

Mais l'alimentation a pour le chercheur « *une faiblesse de naissance* ». Si on ne peut d'ici se loger en Chine, ni aller à l'école ou à l'hôpital là-bas, on peut produire et consommer de la nourriture n'importe où. Il s'agit ainsi d'un « *besoin fondamental délocalisable* ».

Un service public de l'alimentation suppose de repenser autrement les politiques en relocalisant fondamentalement la production et les échanges. A quelle échelle ? Des références existent de collectivités travaillant déjà sur cette problématique, au Canada par exemple avec l'adoption de lois spécifiques favorisant les systèmes alimentaires locaux (Ontario, 2013) ou mettant en place des conseils alimentaires territoriaux (Toronto).

François Collart Dutilleul ouvre la réflexion à d'autres échelles territoriales : celles d'un parc naturel ou d'un bassin versant. Dans ce dernier cas, l'ensemble des 13 propositions présentées aux Assises pourraient se combiner. Via l'agence de l'eau concernée, par exemple, les collectivités du territoire pourraient contracter avec les paysans pour la préservation de l'eau potable dont elles se réapproprieraient la gestion. Leur aide pour l'évolution des pratiques afin de sortir autant que faire se peut de l'usage des pesticides et autres intrants chimiques pourrait se traduire via des cahiers des charges appropriés par l'achat de productions approvisionnant la restauration collective locale, en accompagnant la démarche de formations proposées aux cuisiniers, de l'information des mangeurs, de l'installation de nouvelles paysannes et de nouveaux paysans pour mieux répondre aux besoins, en mettant à leur disposition le foncier nécessaire, celui dont les collectivités sont propriétaires, ou via des outils de stockage existant, à améliorer ou à inventer...

Le chercheur rappelle que la restauration collective en France, ce sont 3 milliards de repas et 17 milliards de chiffre d'affaires par an. « *Qu'est-ce qu'on attend ?* », pourrait être la conclusion de sa démonstration, en écho avec le plus récent film de la journaliste et documentariste Marie-Monique Robin qui raconte comment une petite ville d'Alsace de 2 200 habitants (Ungersheim) s'est lancée dans une démarche globale de transition écologique incluant naturellement l'alimentation (3).

Benoît Ducasse, tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017. »

(1) Aux côtés du nutritionniste Denis Lairon (Inserm) et de la sociologue Dominique Paturel (Inra)

(2) <http://lascaux.hypotheses.org>

(3) <http://m2rfilms.com>. Ce film nous a été recommandé par Rémi Picot, paysan dans le Bas-Rhin et ancien porte-parole de la Confédération paysanne d'Alsace.

Échanges avec la salle

- Public - élue adjointe mairie de Réanne (urbanisme et environnement) – Confⁱ : oui aujourd'hui il faut un service public de l'alimentation. Ils ont réussi à faire un transport scolaire gratuit, à créer un verger paysan ou tout le monde peut venir prendre des fruits, ils travaillent sur la gratuité de l'eau (régie public), essayent de faire des réserves foncières pour installer des jeunes, la cantine est passé à 50 % de bio... Il faut y croire et porter ce souhait dans la vie quotidienne !

- Public : pour l'autonomie protéique, quels défis au niveau local dans un système alimentaire local ?

→ Denis Lairon – aucun problème pour le faire mais aujourd'hui on surconsomme des protéines ! On peut réduire d'un tiers notre consommation de protéines sans toucher à nos besoins. Nous n'avons pas besoin de protéines animales – nous pouvons faire avec protéines issues de légumineuse et de céréales, ce n'est pas un objectif inatteignable. Il faut se remettre à manger des noix, noisettes, amandes. Le coût des protéines végétales est de 3 à 5 fois plus bas. Les protéines animales produisent 20 fois plus de GES, 8 fois moins de consommation d'eau. 2 protéines végétales pour 1 protéine animale serait tout à fait salubre même au niveau économique ! En restauration collective, depuis 2015, on applique 2 protéines végétales pour 1 animale. Quelques décennies auparavant, notre nourriture était plus basée sur végétal.

- Public : gratuité ou pauvreté – arrêtons de faire des schémas simplistes.

- Public -Attac : pourquoi associer politiques publiques à service public ? Ne peut-on pas avoir des droits sans nécessairement passer à un service public ? Pourquoi le droit à l'alimentation est un droit faible ? Si une association veut défendre le droit à l'alimentation car sa population est mal nourrie, elle peut le faire.

Il n'est pas faible mais sous appliqué. Est-ce réellement parce que les gens mangent bio qu'ils sont en meilleure santé et non parce qu'ils n'ont pas les mêmes comportements alimentaires ? Par ailleurs, tous les élevages ne sont pas les mêmes ?

- Public - Conf' : la protéine animale produite sur une prairie extensive transforme de l'herbe en protéines animale. Ça vaut le coup de manger de la viande produite sur herbe. Ce qui n'enlève pas le problème de respect des animaux dans les abattoirs.

→ Denis Lairon : c'est le fait de manger bio, nous avons fait des expériences et avons des chiffres précis.

→ Dominique Paturel : il existe un service public de l'alimentation au ministère de l'agriculture, étoffé à partir de 2010, c'est là que l'on a mis des politiques publiques de l'alimentation. Ça vaut le coup de regarder cela d'un peu plus près. La façon de regarder les politiques sociales et de les financer montre notre conception du rapport à la pauvreté. L'alimentation est une forme de discrimination invisible et banalisée – les 4,8 millions de personnes vont accéder à l'alimentation qui est dans les filières de gaspillage ou de déchets. C'est un enjeu de discrimination puissant, un outil politique, une variable d'ajustement, et ce n'est pas une nouveauté : au début du siècle on avait des politiques d'alimentation du prolétariat urbain. Dommage que le mouvement alimentaire ne soit pas porteur de la déconstruction de la place de la pauvreté et de l'alimentation. **Soutenir la banque alimentaire est un mépris social total.** On accepte que des gens soient nourris comme cela, c'est paternaliste. Nous sommes dans une forme de renouveau, de néopaternalisme. Y compris dans les associations alternatives agricoles, on voit comment l'alimentation peut permettre concevoir un rapport à l'autre.

Pas sûre qu'une association puisse porter plainte sur le droit à l'alimentation dans un pays comme la France. Le droit à la protection sociale est supérieur dans la constitution française.

→ Collart Dutilleul : il ne faut pas nécessairement un service public de l'alimentation, mais celui-ci apporte le droit de déroger au libre-échange. Les politiques publiques sont sanctionnées par l'OMC et non les services publics. Reconnaître alimentation comme service public lui ouvre la possibilité de dérogation à l'OMC.

Par exemple au plan international, tous les pays doivent respecter le droit de propriété, partout. Le droit à l'alimentation ne renvoie qu'un état face à sa population. Le droit de propriété français doit être respecté par les USA mais pas le droit à l'alimentation d'un français. Nous devons faire du droit à l'alimentation un discours pour tout le monde.

→ Denis Lairon : ne voit pas comment faire une alimentation durable sans les principes bio (ne pas polluer eau, sol, etc. respecter sol, biodiversité, etc.). Il faut trouver un équilibre entre systèmes de production et systèmes alimentaires.

- Public : qui décide sur l'alimentation ? On ne nous propose pas seulement une démocratie représentative, il y a un foisonnement de démocratie participative. Cela ne veut pas dire que les citoyens sont associés à la décision. Ne pas donner seulement des espaces de démocratie participative, car ils existent, mais plutôt qu'est-ce qu'on met derrière ? On demande d'être dans les lieux de décisions, là où elles sont prises et non de créer des espaces à côté.

- Public – Conf' : on ne peut pas mettre Agriculture Biologique et Agriculture Paysanne sur le même plan. 5 % terre en France en bio, ça ne suffit pas. L'Agriculture Paysanne ne va pas dire « bon=bio » et « pas bon=non bio », c'est une démarche.

- Public - Conf' : les enjeux du néopastoralisme se retrouvent aussi au niveau international avec la FAO, face au renforcement de l'accaparement terre, etc.

- Public : Pouvez-vous nous en dire plus sur le programme « faim zéro » au Brésil ?

- Public : Y-a-t-il une relation possible avec la recherche agronomique ?

- Public : Quelles seront les actions mises en place après cette journée ?

- Public - biolait : quel type bio ? Bio paysanne ou bio industrielle ? Comment la Conf' peut appuyer ce débat qui tend à collaborer à la dérive du bio ?

→ Collart Dutilleul : L'Agriculture Paysanne devrait être l'agriculture conventionnelle, et l'agriculture industrielle la non-conventionnelle. L'Agriculture Bio est très différente selon les pays, même sous label. L'Agriculture Paysanne pourrait être également un mouvement qui permette aux citoyens de se rapprocher des paysans. **L'agriculture paysanne est une agriculture de pays, inscrite dans un territoire et non dans un marché, alors que l'agriculture bio est une agriculture inscrite dans un marché.**

→ Dominique Paturel : le programme « faim zéro » au Brésil n'a pas résolu le problème de la faim pour une partie de la population visée, mais a permis de faire participer une partie des pauvres non consultés, ce qui a fait bouger des choses, des représentations. Les modèles démocratiques utilisés en Amérique latine fonctionnent chez eux et pas chez nous. Les résultats sont effectivement impressionnants, cela a permis de mobiliser la classe moyenne.

Attention, l'idée de démocratie alimentaire peut aussi faire « Martine à la plage », etc. Le modèle de représentation qui correspond à ce que l'on voit un peu partout – dans le conseil national de la lutte contre l'exclusion, un huitième collège existe qui permet aux personnes accueillies de faire entendre leur parole – mais ce ne sont que des hommes, hommes issus de la rue, qui empêchent tous les autres et en particulier les femmes de s'exprimer. Modèles représentatifs : le principe est de déléguer à quelqu'un la parole. Cela pose la question de la place des femmes, en minorité. Comment donner accès à l'expression d'un groupe identifié, d'un groupe d'acteurs locaux, etc. ? **La démocratie n'est pas inscrite dans les gènes de l'histoire !** On a besoin d'avoir de l'imagination pour être en capacité de proposer autre chose sachant que l'alimentation est la forme de discrimination la plus invisible.

→ Denis Lairon : la convergence entre l'agriculture paysanne et la bio très forte, il est important que la bio ne soit pas reprise par le système agroalimentaire, tout comme l'agriculture paysanne a vraiment besoin d'être une vraie agriculture écologique.

On ne parle quasi pas de la recherche dans les doléances. Quand on regarde les conséquences de la recherche sur l'agriculture, sur le traitement des maladies, on ne peut pas nier un impact majeur de la recherche dans son développement – et c'est malheureusement l'idéologie dominante qui pèse le plus lourd dans la recherche. La recherche a donc pris beaucoup de retard, et si on avait attendu l'INRA il n'y aurait jamais eu d'agriculture biologique. Il faut exiger, imposer que cette recherche publique aille dans la direction des attentes des citoyens. La recherche publique française ne finance pas l'avenir du pays aujourd'hui.

Conclusion des échanges : Quelles suites pour faire vivre ces propositions ?

Floran Sebban - Miramap

Les consommateurs sont de plus en plus informés, engagés, acteurs de la nutrition. On assiste à un foisonnement d'initiatives (Amaps, magasins coopératifs, etc.). Il y a une envie des consommateurs de s'immiscer dans la vie des fermes.

A travers les AMAP, on observe que la sécurisation qu'elles apportent nous conduit à produire différemment, à oser innover. Il semble que ces paysans appréhendent le métier différemment. Agriculture bio, agriculture paysanne, ok. Mais l'étape d'après, c'est l'agriculture paysanne et citoyenne, il y a vraie envie chez les consommateurs.

On voit des citoyens-consommateurs qui aimeraient avoir accès à cette autre alimentation, à une autre agriculture, à un changement de modèle. On fait face à un enjeu de changement d'échelle, il y a des blocages à lever, des décisions à prendre autrement.

Foncier, pesticide, semences : les décisions sont prises dans des instances verrouillées. Il faut ouvrir ces espaces, il y a des citoyens qui veulent s'impliquer dans les choix de modèles agricoles.

Le Miramap va organiser des bals de l'agriculture citoyenne sur les territoires. On peut faire changer les choses quand s'installent des partenariats fructueux entre paysan et consommateurs ! Ces bals auront lieu entre le SIA et les élections présidentielles.

Doléances : que faire de ce document, en faire une pétition, ou autre ? Les propositions sont ouvertes.

« Il faut ouvrir les instances de décisions aux citoyens

Floran Sebban, maraîcher bio dans l'Essonne, est co-président du réseau des Amaps Ile-de-France et membre du groupe « mobilisations » du Miramap, le mouvement inter-régional des Amaps.

Comment se traduit sur le terrain la dynamique des circuits courts ?

Ce qu'on observe dans nos fermes, ce sont des consommateurs de plus en plus informés et engagés. Un foisonnement d'initiatives se monte. On constate avec nos amis paysan.ne.s que cette sécurisation des modes de production, dans laquelle les gens nous font confiance et nous préfinancent, nous conduit à produire différemment. Cela nous permet d'appréhender le métier autrement, nous laisse la possibilité de se former et d'aller éventuellement vers des modes de production un peu plus risqués car on est sécurisés.

Sur notre ferme par exemple, on prend des risques sur des semences moins hybrides, des consommateurs nous ayant mis au défi d'aller sur des variétés populations. Autre exemple : une partie du désherbage se fait en vélo tracteur auto-construit, avec l'Atelier Paysan et le collectif Farming Soul (1). L'année dernière, nous avons fait des tests de quatre prototypes sur quatre fermes. On ne l'aurait pas forcément fait si on avait eu une pression financière !

Le modèle d'agriculture paysanne et bio s'inscrivant dans des territoires est revenu tout au long de ces assises. Comment changer d'échelle pour que ce modèle ne reste pas dans les marges ?

L'étape d'après, c'est une agriculture paysanne et citoyenne à laquelle tout le monde puisse participer. Le changement de modèle implique un changement d'échelle. Des blocages sont à lever. Les décisions concernant le foncier, l'utilisation des pesticides ou des semences, sont prises dans des instances encore trop verrouillées. Je pense à la CDOA (commission départementale d'orientation de l'agriculture), au comité des Safer très cadenassé en Ile-de-France, au comité national sur la simplification des normes qui décide de la manière dont les pesticides doivent être appliqués. Dans la mesure où des citoyens souhaitent se mêler du modèle agricole, il faut ouvrir ces instances de décisions.

Existe-t-il déjà des lieux de décisions sur les politiques agricoles et alimentaires qui se soient ouverts aux organisations citoyennes ?

En Essonne par exemple, depuis un an et demi, le réseau des Amaps est représenté à la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Celle-ci rend un avis aux maires sur les plans locaux d'urbanisme, avec le prisme de la consommation du foncier. Nous y faisons entendre des voix différentes, d'autres points de vue et projets.

Le Miramap vient de lancer la campagne « Nous mangeons, nous produisons, nous décidons ». Quels types d'actions sont prévues jusqu'aux législatives ?

On a prévu différentes actions comme des « poireaux trottoirs » lors desquels nous allons demander aux gens leurs avis sur l'alimentation et l'agriculture, afin de faire parler chacun sur ses attentes du modèle agricole. Nous prévoyons aussi des « bals de l'agriculture citoyenne » : on est convaincus que l'on peut faire changer les choses dans la fête. Ce sera l'occasion de fêter les partenariats fructueux entre paysans et citoyens consommateurs.

On peut imaginer plein d'autres choses. En marge de la question des doléances, ne faut-il pas en faire une pétition ? La grande dynamique autour de ces assises de l'alimentation doit maintenant se poursuivre par des actions communes.

Recueillis par Sophie Chapelle, tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017. »

(1). Voir : <http://www.latelierpaysan.org> et <http://www.farmingsoul.org>

Echanges avec la salle

- Public - Conf' : suite à Nyeleni (forum européen pour la souveraineté alimentaire, dont la deuxième édition a eu lieu en Roumanie en octobre 2016), il y a une volonté des participants de continuer la dynamique. Ils vont se retrouver pour travailler sur deux thèmes : alimentation et agroécologie paysanne.

Dynamique à relier ?

- Public - CFSI : les doléances 8 et 11 sont importantes sur l'éducation et la formation. Si on veut être entendu, il faut communiquer sur le goût réel de ce qu'on mange.

- Public - Solidaires : il faut bien prendre en compte les questions de précarité. Parmi les salariés, il y a des salariés pauvres pour lesquels la restauration collective peut être le seul repas de la journée. On peut réfléchir à la manière de faire rentrer ces questions dans les entreprises, par exemple à travers les conditions de travail, ou de salaires pour une meilleure prise en charge de la restauration et de la qualité.

- Public : il faut s'attaquer à la délégation de la préparation alimentaire. Par exemple le réseau slow food travaille la relation entre l'alimentation et le produit de base. On peut se nourrir d'intelligence partagée, de savoirs partagés, de cuisine interculturelle. Sur Angers, le bal paysan et citoyen puis le banquet paysan se délocalise du centre-ville vers les quartiers périphériques. Pour la restauration d'entreprise, on peut aussi remettre en cause la transformation du ticket resto en carte magnétique, qui change la destination.

- Public (travaille à la faculté d'agronomie de Buenos Aires depuis 7 ans) : partant du constat que les décisions de demain seront prises par les jeunes en formation aujourd'hui, ils ont monté un projet de mêler les niveaux, école agronomie, chercheurs, enseignants, producteurs, etc. autour de l'agriculture et de l'alimentation.

- Public - CCFD : il serait intéressant de prévoir la création d'une liste mail de mobilisation de ces Assises, pour partager l'info des mobilisations partout en France et les mutualiser.

Laurent Pinatel - Conf' :

Concernant les liens entre la Conf' et la recherche-formation, il existe un groupe de travail Inra-Conf' et la Conf' organise la semaine de l'Agriculture Paysanne dans les grandes écoles (sciences PO, ENS, Agro...). Il y a des choses qui existent et il faut essayer de faire rebondir le travail sur les doléances !

D'où est parti ce travail pour la Conf' ?

12 septembre 2013 : tags sur l'usine des 1000 vaches « Nos fermes ne sont pas des usines ! »

16 janv 2014 : on a répété que nous ne voulions pas de cette agriculture et de cette alimentation.

28 mai 2014 : on y est retourné.

Stéphane Le Foll a répondu : on a besoin de l'agriculture industrielle pour nourrir ceux qui n'ont pas de moyen. Comment accepter cela ?

Au procès des 1000 vaches, on a lancé l'appel d'Amiens : battons-nous pour notre autonomie et nos savoir-faire, pour les choix agricoles et alimentaires, réinventons notre engagement politique contre ces injustices terribles. Dans cette campagne Agriculture et Alimentation, nous avons réinventé l'engagement politique. Il y a énormément de gens de différents horizons qui ont participé – ces doléances sont très riches.

Le danger de la détérioration continue de l'alimentation est bien présent. Les études menées sur les liens entre les modes de production agricole et la qualité nutritionnelle de l'alimentation le démontrent bien : les paysans produisent des aliments qui ne sont plus vraiment nourrissants.

On ne nous dit pas, quand on s'installe paysan, que l'on doit nourrir la population. Au-delà de produire, la mission de nourrir en quantité et en qualité est beaucoup plus récente. Depuis les années 60, les agriculteurs ont répondu à une attente politique publique : produire plus, à moindre coût. Ils l'ont fait. Les pesticides sont arrivés comme un outil de compétitivité, embarqué dans le système. Mais ce système n'a plus la reconnaissance de la société alors que ce sont les politiques qui l'ont voulu. Remettre l'alimentation au cœur des politiques publiques est une priorité. Les citoyens veulent de l'alimentation de qualité.

Les consommateurs font des choix individuels de consommation, contraints par leurs budgets. L'enjeu n'est pas d'aller parler à ceux qui ont pris conscience ou fait leur transition, mais à ceux qui sont entre deux. Seulement on ne va pas pouvoir donner du pouvoir achat du jour au lendemain... Mais revendiquer que les politiques publiques aillent en priorité à l'alimentation de qualité, pour qu'elle reste accessible au plus grand nombre est un enjeu majeure de vivre ensemble. Cela permet aux paysans de vivre correctement et aux citoyens de bien se nourrir... Avec des impacts très forts sur la qualité de l'eau, les transports, les pollutions, etc. Il faut arrêter de concentrer les élevages, de concentrer les régions, etc. !

En Espagne, avec des normes sociales hallucinantes, ils emploient des esclaves et font crever les producteurs chez nous – non ce n'est pas durable.

Il faut continuer à alimenter cette campagne, à la faire vivre, auprès des candidats à la présidence, aux législatives, etc... Afin d'avoir enfin en UE une PAAC au service de paysans nombreux et de citoyens heureux !

« Une première étape

Les Assises de l'Agriculture et de l'Alimentation se sont tenues le 19 janvier à Saint-Denis. Elles ont été un point d'orgue dans une démarche nouvelle pour la Conf': promouvoir l'agriculture paysanne du point de vue de l'intérêt général, en resituant les problématiques agricoles dans le champ des enjeux démocratiques et sociaux.

Défendre l'agriculture paysanne, c'est travailler à sa généralisation, et cela passe par la compréhension de l'ensemble des contraintes qui pèsent sur ce projet. Comment comprendre que, malgré l'évidence de la catastrophe, malgré la présence toujours plus importante de thèmes afférents à l'agriculture et à l'alimentation parmi les préoccupations du public, la transition agricole reste contenue à la marge ? Et comment faire pour que ces préoccupations se traduisent dans une volonté politique, donc collective ?

Comment faire pour que, au-delà de démarches individuelles de producteurs et de consommateurs qui en ont l'opportunité culturelle, économique ou territoriale, ce qu'expriment ces démarches puisse subvertir l'ordre agricole et alimentaire établi ?

Ces questions nous ont conduit à deux choses : d'une part, inviter un ensemble d'associations, de syndicats et d'ONG intéressées directement ou moins indirectement aux questions d'agriculture ou d'alimentation à se poser ces questions avec nous, tout en leur donnant à voir les réalités agricoles vécues par les paysans et les paysannes, souvent mal connues. D'autre part, à inviter les mangeurs à échanger avec ces organisations partenaires et avec nous, paysans, sur l'état de l'agriculture et de l'alimentation, sur ce qui les lie, et sur les moyens à concevoir ensemble pour les transformer au bénéfice de tous : dit autrement, nous avons tenté de faire émerger des citoyens conscients des dimensions politiques de ces sujets, plutôt que des « consommateurs éthiques ». Car si le maintien des formes d'agriculture alternatives au modèle « de compétition » a besoin de consommatrices et de consommateurs convaincus, la conquête de l'ensemble de la production agricole par des agricultures d'intérêt général a besoin de citoyen·nes et d'un vaste mouvement de réappropriation politique. Un mouvement qui impose des politiques agricoles orientées vers la satisfaction des besoins alimentaires de la population, ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être.

La campagne « Agriculture et Alimentation » de la Confédération paysanne et les Assises du 19 janvier sont une étape dans ce projet. Les 13 doléances présentées dans la matinée ont été soumises l'après-midi aux commentaires de trois chercheurs. Un nutritionniste, Denis Lairon, engagé dans les travaux d'Afterres 2050, a pu donner son point de vue sur nos propositions de transformation du modèle agricole en lien avec les enjeux du dérèglement climatique et avec les évolutions de nos régimes alimentaires qui s'imposeront à brève échéance. Dominique Paturel, chercheuse en sciences sociales à l'Inra (Montpellier), est ensuite intervenue sur les aspects sociaux de la transition agricole et alimentaire, en insistant sur la question de l'aide alimentaire telle qu'elle est à ce jour, prise dans les logiques du productivisme agricole. Enfin François Collard-Dutilleul de l'Université de Nantes a présenté certains éléments du programme Lascaux qu'il conduit autour du « Droit à l'Alimentation » défendant l'idée d'une « exception agricole », c'est à dire la sortie formelle de l'agriculture des logiques de marché. Il a ainsi esquissé le projet d'une agriculture qui serait pensée comme un service public, en raison de la nature vitale de la fonction sociale qu'elle remplit (cf.p.V).

En conclusion de la journée, Laurent Pinatel, à la suite de Mikel Hirribaren (co-secrétaire général de la Confédération paysanne) le matin, a pu replacer l'ensemble de ces réflexions et revendications dans le contexte agricole que l'on sait : celui de la radicalisation du modèle en place qui élimine les paysans toujours plus massivement, tendant en cela à placer l'ensemble de la population dans une situation de dépendance alimentaire proprement effrayante vis-à-vis du monde industriel et financier, et éloignant toujours plus la possibilité de choisir ce que nous mangeons et comment nous le produisons. Ces différents aspects du modèle agricole et alimentaire en place - le sort fait aux paysans, l'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation, et la dépossession politique de la population - sont indissociables, si bien qu'on ne changera pas l'un sans changer l'autre. Commençons par porter au Salon de l'Agriculture (1) les doléances issues de cette campagne. Et faisons vivre partout où c'est possible cette idée: l'agriculture et l'alimentation sont trop importantes pour les laisser à quelques idéologues libéraux au service d'industriels avides du pouvoir de décider de ces questions pour l'ensemble de la société.

Emmanuel Aze, paysan dans le Lot-et-Garonne, secrétaire national de la Confédération paysanne. Tiré du dossier de Campagnes Solidaires n°325 de février 2017.

(1) Le Salon de l'Agriculture 2017 se tiendra du 25 février 5 mars, Porte de Versailles, à Paris. »